Moutier-Malcard : finances de la commune

Commune · Creuse (23) · 564 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Moutier-Malcard affichait un encours de dette de 14 k€, soit 26 € par habitant, une épargne brute égale à 27,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0,1 ans.

Dette par habitant
26 €
14 k€ au total

Capacité de désendettement
0,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
27,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
628 € / hab.
354 k€ au total

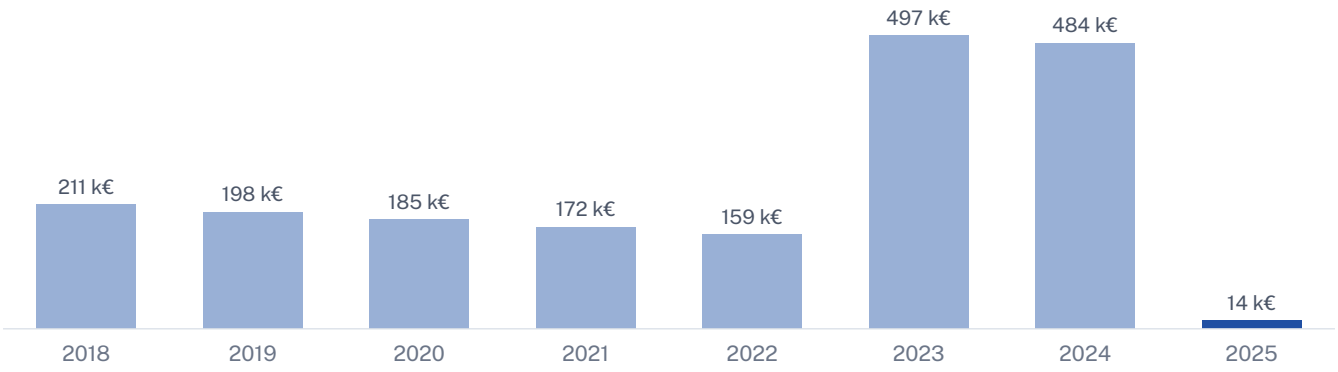
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	628 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	51,5 %	324 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	27,6 %	239 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	26 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	280 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	292 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 211 k€ en 2018 à 14 k€ en 2025 (-93,1 %). Valeur la plus haute : 497 k€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	211 k€	28,4 %	1,9 ans	75 k€
2019	198 k€	32 %	1,5 ans	231 k€
2020	185 k€	29,8 %	1,5 ans	120 k€
2021	172 k€	28,6 %	1,4 ans	98 k€
2022	159 k€	31,3 %	1,2 ans	117 k€
2023	497 k€	29,7 %	3,6 ans	582 k€
2024	484 k€	32,4 %	2,9 ans	322 k€
2025	14 k€	27,6 %	0,1 ans	158 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Moutier-Malcard	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	26 €	607 €	−95,8 %
Impôts locaux par habitant	292 €	470 €	−37,9 %
Frais de personnel par habitant	324 €	492 €	−34,2 %
Investissement par habitant	280 €	371 €	−24,7 %
Taux d'épargne brute	27,6 %	19,6 %	
Capacité de désendettement	0,1 ans	3 ans	

Jumelles : Saint-Paul-la-Roche (24), Meilhards (19), Saint-Plantaire (36), Villefort (48), Roquebrun (34), Saint-Illide (15), Estang (32), Couleuvre (03), Ercé (09), Saint-Estèphe (24). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	532	564	+6 %	−2,7 %
Dette par habitant	372 €	26 €	−93,1 %	−22,9 %
Impôts locaux par habitant	230 €	292 €	+26,9 %	+25,9 %
Frais de personnel par habitant	299 €	324 €	+8,4 %	+23,9 %
Taux d'épargne brute	32 %	27,6 %	−4,4 points	−0,9 point
Capacité de désendettement	1,5 ans	0,1 ans	−1,4 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		2 552 €		2 004 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Moutier-Malcard	Comparaison
Habitants (2023)	558	+4,1 % depuis 2012 (département : −4,9 %)
65 ans ou plus (2023)	36,7 %	département : 31,9 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,8 pour 100 habitants	département : 3,7
Salariés du secteur privé (2025)	2	
Élèves des écoles (rentrée 2025)	54	−14,3 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	96,8	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

200 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 100 emplois, soit 54 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	19,7 %	9 %	1,3 %	34,7 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	12,6 %	7,7 %	6,6 %	29,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	7,6 %	9,8 %	20,1 %	6,1 %
Professions intermédiaires	22,7 %	22,3 %	26,4 %	15,3 %
Employés	25,3 %	30 %	26,1 %	14,3 %
Ouvriers	12,1 %	21,2 %	19,5 %	0 %

Professions les plus exercées par les habitants : Nouvelle-Aquitaine

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	50 290	2 %
Infirmiers en soins généraux salariés	39 830	1,6 %
Secrétaires, employés de la bureautique	38 670	1,5 %
Agents de service des établissements de santé	36 450	1,4 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	35 650	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	34 900	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	32 950	1,3 %
Conducteurs de poids lourds	31 890	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	31 170	1,2 %
Ouvriers du nettoyage	29 890	1,2 %
Employés de libre-service du commerce	25 910	1 %
Assistants maternels agréés	23 890	0,9 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Creuse (23)) : 2 683 au moins, dont 58,9 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides-soignants	265	65,7 %
Agriculteurs	134	6,7 %
Viticulteurs, arboriculteurs	114	100 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	106	90,6 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	98	33,7 %
Ouvriers mécaniciens de véhicules	91	73,6 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	80	100 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents de service hospitaliers	63	7,9 %
Serveurs de cafés restaurants	61	54,1 %
Employés de libre service	59	55,9 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Moutier-Malcard
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	548 k€ pour 10 projets
Par habitant	972 € (communes de même taille : 210 € ; département : 620 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	32,9 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DETR	Création d'un réseau de chaleur avec rénovation énergétique de 3 bâtiments	269 690 €
2023	DSIL	Création réseau de chaleur et de rénovation énergétique de bâtiments communaux	145 825 €
2024	DETR	Refection d'un mur de soutenement	24 910 €
2025	DETR	Installation de videoprotection	12 496 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.